

LES GRÈVES DE 1917 ET LE MONDE DU TRAVAIL EN ILLE-ET-VILAINE

1. UN CONTEXTE DE FORTES TENSIONS

Au printemps 1917, dans un contexte où de nombreux soldats se mutinent en raison de l'absence de résultats et de l'ampleur des pertes, la propagande « pacifiste » inquiète les autorités civiles et militaires, qui portent une attention approfondie sur les milieux ouvriers, supposés réceptifs à l'antimilitarisme et au pacifisme. Les ateliers, tout particulièrement ceux qui travaillent pour l'industrie de guerre, font l'objet d'une surveillance régulière. À l'arrière, l'augmentation de plus en plus sensible du coût de la vie en raison de l'inflation et les privations croissantes affectent le moral des populations. Les ouvriers réclament principalement des indemnités de vie chère, la hausse des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

Depuis août 1914 en effet, plus aucune législation du travail n'est appliquée, les journées de repos obligatoire, l'interdiction du travail de nuit pour les femmes et les contrôles de sécurité et d'hygiène dans les lieux de travail disparaissent. Les accidents du travail sont nombreux, les journées de travail sont longues (10 à 12 heures de jour comme de nuit). Nombreux sont les ouvriers qui travaillent au rendement. Malgré les mesures de dissuasion mises en place par l'État et l'intimidation par la propagande de guerre, les grèves se multiplient en Ille-et-Vilaine au cours de l'année 1917. La notion du pacifisme est toutefois peu perceptible dans le département d'Ille-et-Vilaine, les ouvriers demandent avant tout l'amélioration de leurs conditions matérielles.

La mobilisation à partir d'août 1914 déstabilise et désorganise le monde ouvrier dans sa physionomie mais également le fonctionnement des syndicats dont les cadres sont généralement envoyés au front. Toutefois le milieu ouvrier reste rétif à l'idée de paix. Pour remplacer les hommes appelés, le patronat fait appel rapidement à la main-d'œuvre féminine, aux étrangers et aux réfugiés. Les enfants sont nombreux à Fougères dans le secteur de la chaussure. En janvier 1917, dans le département d'Ille-et-Vilaine, plus de 15 000 ouvriers sont employés, principalement dans les établissements travaillent pour la Défense nationale.

La fréquence des « affaires ouvrières » dans les rapports de police et de gendarmerie constitue un bon indice de la vitalité croissante des activités des syndicats. La renaissance syndicale s'effectue progressivement de 1915 à 1917 mais reste limitée. La défense des salaires et la préparation de l'après-guerre sont les sujets les plus évoqués en 1917. À partir de 1918, la venue de quelques grands leaders syndicaux favorise une nouvelle impulsion du mouvement syndical. Pas moins de trente-trois grèves éclatent en Ille-et-Vilaine entre le 19 janvier 1915 et le 30 septembre 1918 (dont douze en 1917 dans le bâtiment, les fabriques de chaussures, l'habillement,...). Les conflits du travail deviennent non seulement un moyen de pression sur le patronat pour obtenir la satisfaction des revendications, mais aussi un moyen d'expression. L'augmentation des rumeurs en tous sens est l'un des signes du malaise d'une partie de la population. Les pouvoirs publics doivent lutter contre ces dernières, comme celle qui circule à l'Arsenal de Rennes en 1917 au sujet du remplacement prochain de la main-d'œuvre française par des ouvriers venus des États-Unis. Les divergences d'intérêts et l'hétérogénéité du milieu ouvrier (hommes, femmes, civils, réfugiés, étrangers et main-d'œuvre coloniale) constituent une source de difficulté pour mener des actions communes de protestation. Outre les problèmes suscités par l'état d'un mouvement syndical en reconstruction, le niveau de vie correct de la plupart des ouvriers est un frein au développement d'un mouvement contestataire de grande ampleur. De nombreux témoignages dans les rapports préfectoraux et des autorités militaires témoignent que « les ouvriers ont de gros salaires ».

2. LES REVENDICATIONS DES FEMMES

La guerre et la conjoncture économique donnent une place aux femmes dans le monde du travail toutefois les mentalités restent orientées vers le mythe de la femme consolatrice employée à reconforter les soldats et les blessés. Les organisations ouvrières masculines maintiennent leur hostilité au travail féminin par peur de la concurrence et de l'attachement au modèle de la femme ménagère. À Fougères, le 11 août 1917, 140 maillocheurs de la fabrique de talons Humbert Lebris se mettent en grève en raison de la volonté de la direction d'employer des femmes pour la coupe du cuir, afin de répondre aux commandes en période de pénurie de main-d'œuvre masculine. Les salaires des femmes sont très inférieurs à ceux des hommes. La loi du 13 juillet 1907 permet aux femmes mariées de disposer librement de leur salaire. Les sources conservées aux Archives départementales d'Ille-et-Vilaine ne permettent pas de savoir si leurs revendications sont mieux préparées et plus virulentes toutefois le personnel féminin, dépourvue de tradition revendicative reste relativement isolé face à un patronat organisé dès qu'il s'agit de défendre ses intérêts. En 1917, les femmes forment le gros des troupes grévistes (trois quarts des grévistes). Le mouvement le plus emblématique est celui survenu du 5 au 9 juin à l'Arsenal de Rennes (devenu centre de réfection des douilles de 75 récupérées sur le front et remises en état par les femmes), où 5 000 d'entre elles réclament des augmentations de salaire, l'application de la semaine anglaise, et témoignent « *contre l'attitude de certains officiers et chefs d'équipes jugés incompetents ou insolents vis-à-vis du personnel féminin* ». Le 6 juin 1917, des cortèges de femmes parcourent la ville afin de débaucher les ouvrières des établissements travaillant pour la guerre, c'est le cas à l'usine Thuau et à l'usine à gaz, où les portes d'entrée sont enfoncées par les grévistes. Devant l'ampleur de la manifestation, le maintien de l'ordre est assuré par quatre compagnies de mobilisables de 125 hommes chacune provenant de La Lande d'Oué et du Camp de Coëtquidan. Lors de cette manifestation, des cris de « *A bas la guerre* » sont poussés par une bande de femmes, qui dénoncent la vie chère et souhaitent le retour de leurs maris et le renvoi des « sidi tunisiens ». Il n'y a en revanche jamais de remise en cause ni de l'effort de guerre, ni des fondements de cette guerre. Les conflits du travail se font dans la grande majorité dans le calme et sans incidents.

3. LES CONFLITS DU TRAVAIL

L'État et le patronat visent à éteindre tout foyer de mouvements de contestation contre la guerre et de grèves trop longues et coûteuses. Le 6 juin 1917, la Chambre syndicale patronale de Fougères autorise la semaine anglaise pour l'ensemble du personnel des fabriques et le minimum de salaire pour les femmes est fixé à douze francs. Des négociations avec les syndicats ouvriers ou les délégations d'ouvriers sont menés par le patronat ou par les autorités publiques dans une optique de conciliation afin d'éviter une cessation de travail. C'est le cas pour le mouvement des dockers-charbonniers du port de Saint-Malo en juin 1917. « *Les syndicats ont alors parfois tiré avantage de la situation dans le but de multiplier les revendications à l'exemple du mouvement le plus important survenu à l'arsenal en juin 1917. Des deux revendications de départ émises par les femmes en grève (augmentation des salaires et renvoi de la main-d'œuvre nord-africaine) on est passé à quatorze lorsque Chéreau a pris le mouvement en main* » (cf. Patrick Mougenet, « 14-18. Quelles traces de pacifisme dans l'Ille-et-Vilaine en Guerre ? » dans *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, tome 99, numéro 2, 1992, p. 176).

Lors des grèves, les ouvriers font entendre leurs voix et leurs revendications salariales sont bien souvent exaucées par la direction des usines ou ateliers. À Fougères, 43 ouvriers déclenchent une grève du 16 au 19 juillet 1917 dans l'usine à gaz. Afin d'éviter un chômage technique des 13 fabriques, qui emploient 10 000 ouvriers, le directeur de l'Emancipation fougèraise s'engage avec un

certain nombre de fabricants à donner aux grévistes l'augmentation salariale souhaitée en attendant une solution de l'affaire devant le Conseil de Préfecture entre la ville de Fougères et le directeur de l'usine sur l'augmentation du prix du gaz. À Dol, la grève du personnel féminin de la fabrique de chaussures Perrouin du 11 au 20 août n'a aucune incidence sur la production de l'industrie, qui ne reçoit plus de force motrice en raison de la fermeture de l'usine électrique pour pénurie de charbons. La direction ne consent pas à examiner les réclamations (application de la semaine anglaise, indemnité de vie chère) et le travail reprend.

Le 15 mai 1917, des Nord-Africains refusent de travailler en raison des mauvais traitements physiques à l'Arsenal, dus à la brutalité de certains chefs d'équipe. Lors de la grève en juin 1917 à l'Arsenal à Rennes, le renvoi de la main-d'œuvre étrangère est l'une des revendications des munitionnettes, qui refusent de travailler dans la promiscuité avec les Kabyles.

En septembre 1917, une agitation se produit à l'Atelier de construction (Arsenal à Rennes) en raison notamment de l'application de la loi Mourier, les ouvriers mobilisés cherchant à conserver leur emploi au lieu de rejoindre leur dépôt.

Laurent CASTEL